

ECOLE POLYTECHNIQUE DE L'UNIVERSITE FRANCOIS RABELAIS DE TOURS

Spécialité Génie de l'Aménagement et Environnement

Adresse :

35 allée de Ferdinand de Lesseps

37200 TOURS, FRANCE

Tél +33(0)2 47 36 14 62

www.polytech@univ-tours.fr

Rapport de stage de fin d'études 2017

Chargé de mission – Service Prospective et Soutien aux Territoires

Entreprise :

Conseil Départemental de Vaucluse

35 rue d'Annanelle, 84909 Avignon



[Tuteur Entreprise] :

RUIN Emilie

Chef du Service « Prospective et Soutien aux Territoires »

[Tuteur académique] :

DEMAZIÈRES Christophe

Etudiante :

DEFRANCE Célia

Promo 2017

SYNTHESE - STAGE DE FIN

D'ETUDE

Au sein du :



Dans le cadre de mon Stage de Fin d'Étude, j'ai été accueillie au sein du Conseil départemental de Vaucluse et plus précisément au sein du service prospectif et soutien aux territoires de la direction du Développement et des Solidarités Territoriales.

2 Mes missions

1.1 La mission phare : Rédaction d'une CTECC :

La première mission qui m'a été confiée dans le cadre de mon stage de fin d'étude a été la rédaction d'un document réglementaire nouveau dans la politique territoriale : une Convention Territoriale d'Exercice Concerté de Compétence (CTECC).

▪ Contextualisation

Les lois MAPTAM et NOTRe visent notamment une simplification et une rationalisation de l'organisation territoriale. La loi MAPTAM (27 janvier 2014) a créé, aux fins d'un exercice concerté des compétences, des espaces de discussions entre collectivités territoriales. Les Conférences Territoriales de l'Action Publique (CTAP) donnent ainsi aux régions l'opportunité de s'organiser de la manière la plus adaptée à leur réalité territoriale. Ces conférences doivent débattre et décider des dispositifs de clarification et d'optimisation des politiques publiques dans un certain nombre de domaines.

Elles doivent notamment approuver les Conventions Territoriales d'Exercice Concerté des Compétences (CTECC) dans les champs de compétences « qui nécessitent le concours de plusieurs collectivités territoriales » (article L.1111-9 du Code Général des Collectivités Territoriales –CGCT-). Sur ces sujets, des chefs de file, en charge du pilotage de l'élaboration des CTECC, ont été identifiés. Le Département doit élaborer trois CTEC relatives à « l'autonomie des personnes », « l'action sociale, le développement social et la contribution à la résorption de la précarité énergétique », et « la solidarité des territoires », confortant ainsi son rôle de pilote des solidarités territoriales et humaines.

Les CTEC doivent « fixer les objectifs de rationalisation et les modalités de l'action commune pour chacune des compétences concernées » (art. L1111-9-1 du CGCT) pour une durée maximum de 6 années mais avec des révisions si nécessaire.

Dans ce document de synthèse de stage :

1. <u>Mes missions</u>	1
1.1. La mission phare : Rédaction d'une CTECC	1
1.2. Le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public	3
1.3. Vaucluse 2025-2040 et contribution au SRADDET de la Région Auvergne-Rhône-Alpes	3
2. <u>Retour d'expérience</u>	4

Elles s'attachent notamment à traiter de la multi-intervention des collectivités territoriales sur certains projets : en cohérence avec la suppression de la clause de compétence générale (sauf pour les Communes) qui met en place un dispositif où chaque collectivité n'intervient que dans le champ de compétences qui lui est attribué par la loi. Les financements croisés de la Région et du Département sur un même projet, sont devenus impossibles (loi portant NOTRe du 7 août 2015), sauf dans le cas dérogatoire des CTEC.

La CTEC relative à la « solidarité des territoires » revêt une importance capitale étant donnée la proximité de la Région et du Département sur cette thématique. En effet, par son chef de filât relatif à « l'aménagement et au développement durable du territoire », la Région se voit quant à elle confier la responsabilité de l'enjeu d'égalité des territoires (réintroduit dans le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires - SRADDET). Ainsi les compétences « solidarité des territoires » et « égalité des territoires » se chevauchent, d'où la nécessité d'une coordination et d'une rationalisation de l'action de ses collectivités à travers la CTEC en question.

D'après l'instruction relative aux conséquences de la clause de compétence générale du 22 décembre 2015, la CTEC « solidarité des territoires » doit couvrir quatre thématiques :

- l'établissement d'un programme d'aide à l'équipement rural au sens de l'annexe IX au Code Général des Collectivités Territoriales,

- les Contrats de Ville,
- la gestion et le financement du Fond Départemental Unique Solidarité Logement (FDUSL) ou Fond Solidarité pour le Logement (FSL),
- la capacité d'intervention financière pour les solidarités territoriales sur des maîtrises d'ouvrage de Communes et groupements intercommunaux, à leur demande. Il est important de souligner que seuls les collectivités et établissements publics qui auront signé la CTECC pourront bénéficier des financements croisés de la Région et du Département, et de la dérogation au 30% de participation minimale du maître d'ouvrage.

Enfin, ces domaines d'intervention pourront être complétés, par voie d'avenant, sur des sujets supplémentaires, à la demande de la Région ou du Département.

▪ **Les enjeux spécifiques du Département de Vaucluse**

Malgré l'existence de ce cadre, le Département de Vaucluse, est confronté, comme les autres Départements français, à de nombreux questionnements juridiques et notamment, le niveau de précision de la CTEC (doit-elle descendre au niveau des dispositifs ?) ou le périmètre des signataires (ne peuvent bénéficier de ses dispositions que les signataires de la convention, mais l'élaboration d'une CTEC avec 15 à 20 signataires s'avère complexe, dès lors qu'il faut intégrer les EPCI à la signature de la CTEC)... D'autant que du fait de la nouveauté de l'outil, son appropriation est très inégale au sein des Départements, et en dehors des Directions qui ont en charge son élaboration.

Une première note méthodologique avait été formulée auprès du Président afin de bâtir un dispositif large et concerté avec tous les signataires potentiels, nécessitant notamment de débattre sur le périmètre thématique. Le Département de Vaucluse a opté pour une version restrictive (deux thématiques sur quatre seront traitées dans un premier temps, l'élaboration ne sera concertée qu'avec la Région), car il a donné la priorité à une formalisation rapide de la Convention ayant pour principal objectif de lever la double contrainte de la participation minimale de la maîtrise d'ouvrage de 30% sur certains projets et de l'interdiction de financements croisés Département / Région.

Par le choix du calendrier, il n'a pas non plus souhaité se caler sur le planning d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région PACA.

D'autre part comme autorisé dans la Circulaire du 22 décembre 2015, le Conseil Départemental prévoit une clause de revoyure de la première CTEC, d'ici 2020, afin d'intégrer l'enjeu d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics.

▪ **La mise en œuvre de la mission**

La difficulté dans la réalisation d'un tel document a été dans un premier temps de définir ce concept innovant dans la politique territoriale. Ainsi il a été nécessaire de faire un Etat de l'Art dans les documents présents au Centre de Documentation du Conseil Départemental ou sur des sites internet. De cette première phase de « défrichage », j'ai extrait un rapport qui m'a servi de base à la rédaction d'un préambule pour la CTECC. Suite à cela il m'a été demandé de prendre contact avec tous les départements limitrophes afin de pouvoir établir un benchmark de CTECC et d'initier une relation de collaboration avec les autres Départements dans la perspective d'organiser une rencontre interdépartementale sur le sujet de la « solidarité territoriale ». Cette étape de prise de contact m'a aussi permis de créer un répertoire des référents des départements voisins qui sera utilisé par le service.

Au vu des exemples de CTECC des départements voisins, qui restaient très succincts à côté de nos objectifs de rédaction, la hiérarchie du Conseil Départemental a décidé de rester sur une forme synthétique. Ceci permettant de satisfaire le besoin de rapidité d'action notamment en ce qui concerne l'aide d'investissement aux maîtres d'ouvrages.

Pour suivre ces directives nous nous sommes donc inspirés des CTECC des Départements voisins tout en cherchant à développer certains points. D'autre part j'ai pu établir les articles juridiques concernant l'application de la CTECC, comme des articles sur « les objectifs et outils de rationalisation » ou encore sur « les modalités d'action commune », ainsi qu'une ébauche de tableau, qui sera ajouté en annexe, contenant quelques indicateurs territoriaux qui pourraient faire état de l'action territoriale résultant de la CTEC « solidarité territoriale ».

Le Comité de Suivi de la CTECC pourra ainsi s'appuyer sur l'étude de ses indicateurs afin d'évaluer l'application de la Convention et faciliter la programmation de l'action territoriale.

J'ai également participer à la perspective de l'intégration de l'université dans le programme de chantiers exploratoires, qui suivront la parution de cette première CTECC, en prenant contact avec l'Université et en rédigeant une synthèse de nos échanges.

Une fois ce travail réalisé, il s'agissait d'obtenir la validation de chacun des services concernés et prendre note de leurs réflexions afin d'obtenir une nouvelle version du document. La difficulté de cet exercice a d'ailleurs résidé dans le fait de devoir prendre en compte des remarques parfois divergentes.

2.1 Le Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public :

Au terme de ma première mission, il m'a été demandé de réaliser une enquête auprès des usagers dans le cadre de la rédaction du Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accessibilité des services au public.

En effet, la loi NOTRe a instauré la réalisation d'un Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au public (art.98) élaboré conjointement par l'État et le Département, en associant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et les grands opérateurs de services (La Poste, CAF, Pôle emploi, MSA, CARSAT, CPAM...). Ce schéma vise à qualifier et renforcer l'offre dans les zones en déficit, ainsi qu'à développer les coopérations et mutualisations des services sur l'ensemble du département, afin d'en assurer un égal accès à la population. Ce schéma n'est pas un document de planification mais constitue un espace de concertation entre les différents opérateurs et les collectivités afin d'anticiper et d'influer sur les évolutions du maillage de services sur les territoires.

Ainsi à partir du 31 juin, j'ai eu pour mission de me déplacer dans différentes structures du territoire, que j'ai dû au préalable solliciter, pour réaliser une enquête.

Cette dernière a permis d'identifier les services jugés essentiels par la population, de connaître les difficultés pour accéder à certains services et enfin de recueillir des propositions d'améliorations.



Teaser pour l'enquête
usagers pour la rédaction
du Schéma
Départementale
d'Amélioration de
l'Accessibilité des Services
aux Publics

J'ai, de ce fait, pu rencontrer différents acteurs du territoire, pourvoyeurs de services et points d'échanges important avec la population vaclusienne, comme par exemple : des Mairies, des CCAS, des résidences d'autonomie ou foyers logement, une CPAM (assurance maladies), la CARSAT, la chambre du commerce et de l'Industrie, et la chambre des métiers et de l'artisanat....

L'enquête a plutôt bien fonctionné car le Département a obtenu plus de 800 réponses avec un échantillon plus ou moins représentatif. On constate, en effet, un taux de réponse de 68% des femmes alors que la population vauclusienne compte 53% de femmes.

1.3 Vaucluse 2025-2040 et contribution au SRADDET de la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

Le conseil départemental avec l'aide du bureau d'étude Futuribles souhaite établir à l'horizon 2040 une société plus solidaire et inclusive vivant sur un territoire équilibré, marqué par la complémentarité et la solidarité entre les territoires métropolitains et les territoires périurbains et ruraux, et par un cadre favorable à l'activité économique, dans le respect des équilibres du territoire départemental, des écosystèmes et de la qualité des paysages. Cette stratégie suit le fil conducteur de la transition écologique, qui permet de préserver et de valoriser l'environnement et l'identité du Vaucluse mais aussi de réduire les fragilités sociales et d'améliorer les conditions de vie pour les habitants. Le Vaucluse s'est ainsi engagé dans la réalisation d'une stratégie en quatre axes, qui sera déployée à l'échéance 2025 et devra satisfaire la vision à l'horizon 2040.

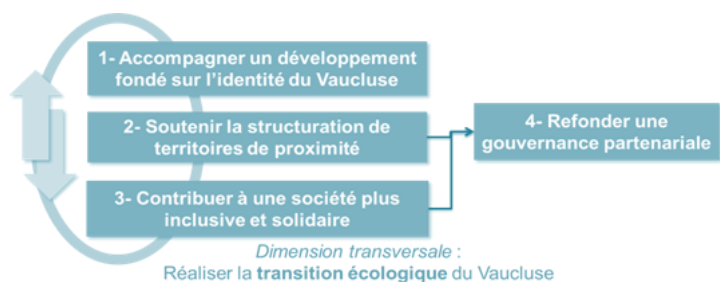


Schéma des différents axes stratégiques du projet prospectif
« Vaucluse 2025-2040 »

Durant mon stage, j'ai pu assister à un certain nombre de réunions et de présentations portant sur la réalisation de ce macro-projet qui englobe toutes les thématiques liées au développement du territoire. J'ai contribué à l'écriture d'une note destinée au service financier établissant la mise en place d'un système de mécénat ayant pour objectif le financement des futurs projets conformes à cette stratégie. Ma contribution a consisté en la rédaction d'un compte rendu synthétique d'une formation sur le mécénat, organisée à Marseille par la fondation de France, à laquelle j'ai été conviée.

C'est dans le cadre du macro-projet de Vaucluse 2025-2040 que c'est articulée ma dernière mission, puisque dans un désir de dépassement des limites administratives, de cohérence et solidarité infra-départementale, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a invité le Département du Vaucluse à rédiger une contribution qui interviendra dans l'élaboration de leur SRADDET (en phase de diagnostic). Cette invitation de collaboration de la part de la Région Auvergne-Rhône-Alpes est en adéquation avec le quatrième axe de la stratégie départementale qui est de « refonder une gouvernance partenariale ». Ce partenariat avec les territoires voisins du Vaucluse est d'autant plus nécessaire avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes au vu des forts liens (influence économique, déplacements, emplois, services) qui s'exercent entre les deux territoires.

La contribution proposée au Département de Vaucluse a été structurée en deux volets. Premièrement, j'ai mis en lumière les enjeux territoriaux partagés entre la région Auvergne Rhône-Alpes (département de la Drôme) et le Vaucluse (diagnostic), cette première partie m'a amenée à faire un focus sur le Haut Vaucluse, partie du territoire la plus concernée. Dans un second temps, j'ai intégré à ma contribution une synthèse de la Stratégie Vaucluse 2025-2040 en énonçant les axes majeurs d'action concernant le Haut-Vaucluse.

3 Retour d'expérience

Le stage s'est déroulé de façon très satisfaisante. Toutefois, le fait d'avoir réalisé une partie de celui-ci durant la période des congés annuels estivaux a eu tendance à compliquer les tâches du fait de l'absence des acteurs durant cette période. L'expérience fut très enrichissante puisqu'elle m'a permis d'approfondir mes connaissances sur les compétences et documents départementaux ainsi que sur le fonctionnement des collectivités locales. En outre, ma première mission m'a conduite à consulter très régulièrement le CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) et m'a permis d'avoir une vision globale des actions du département dans plusieurs services. Quant à la rédaction de la contribution, celle-ci a nécessité la lecture des schémas et plans départementaux. Mes missions telles que la CTECC ou l'enquête auprès des usagers m'ont également donné l'occasion d'avoir un contact avec le grand public et une grande diversité d'acteurs (Université, Région, Acteurs sociaux, ...).

Ce stage m'a aussi donné l'opportunité de développer des compétences acquises durant le cycle scolaire, à savoir celles portant sur les capacités d'analyse, d'adaptation ou relationnelles mais aussi d'autonomie et – autant que faire se peut – le fait d'être une force de proposition cohérente face aux problématiques du territoire. J'ai eu aussi la possibilité de développer mon aptitude à gérer des projets aux problématiques et échelles diverses, cette polyvalence étant une caractéristique inhérente au poste de chargé de mission. Durant ce stage, j'ai continué à travailler et à améliorer ma capacité de rédaction synthétique de documents et comptes rendus même si ce point doit encore être perfectionné. Un autre axe d'amélioration possible concerne la prise de parole dans les réunions de direction ou de service qui peut parfois sembler difficile face à des interlocuteurs spécialistes.

D'autre part, j'ai pu constater que des connaissances concernant les programmes LEADER, FEADER ou d'aides en équipement rural m'auraient rendu plus aisé la compréhension de l'action Départementale. Dans ce cadre, il serait alors peut être opportun d'aborder les différents dispositifs financiers existants et la lecture de documents juridiques comme le CGCT dans le programme de la formation.

Chargé de mission – Service Prospective et Soutien aux Territoires

Résumé :

Ce document présente les activités conduites, en tant que Chargée de mission, dans le cadre de mon Stage de Fin d'Etudes effectué au Conseil Départemental de Vaucluse ainsi que le retour d'expérience associé. Les trois missions menées sont : la rédaction d'une Convention Territoriale d'Exercice Concerté des Compétences, la réalisation d'une enquête auprès des usagers dans le cadre de la rédaction du Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accessibilité des services au public et enfin la rédaction d'une contribution à l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Mots-clés :

Réforme territoriale, répartition des compétences, CTECC, SDAASP, gouvernance partenariale, Département, solidarité territoriale, Vaucluse.

Abstract :

This document presents the led activities, as Mission leader, within the framework of my Internship of the End of my Studies made to the Departmental Council of Vaucluse as well as the associated experience feedback. Three missions had been led: the writing of a Territorial Convention of joint Exercise of the Skills, the realization of a survey with the population within the framework of the writing of the Departmental's Plan of the Improvement of the Accessibility of the services to the public and finally the writing of a contribution to the elaboration of the Regional Plan of Amenagement and Sustainable development and Equality of the Territories of the Region Auvergne-Rhône-Alpes.

Keywords :

Territorial reform, skills' repartition, CTECC, SDAASP, partnership governance, Department, territorial solidarity, Vaucluse.

Entreprise :

Conseil Départemental de Vaucluse
35 rue d'Annanelle, 84909 Avignon



[Tuteur Entreprise] :

RUIN Emilie
Chef du Service « Prospective et Soutien aux Territoires »

Etudiante :

DEFrance Célia
Promo 2017

[Tuteur académique] :

DEMAZIÈRES Christophe